

**ACTE DE DONATION – CONDITIONS DE VALIDITÉ**

**« L'article 97 de la Loi 68-012 du 04 juillet 1968 précise que l'acte de donation doit être établi en présence de deux témoins au moins. Ces dispositions sont d'ordre public ».**

R.M et consorts

C/

R.H et consorts

**RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR**

**COUR DE CASSATION**

**CHAMBRE CIVILE COMMERCIALE SOCIALE**

La Cour de Cassation, Chambre Civile Commerciale Sociale en son audience publique ordinaire du mardi quatorze mars deux mille dix sept, tenue au Palais de Justice à Anosy, a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

**LA COUR**

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant sur le pourvoi de R.M et consorts, demeurant au lot [Adresse 1], élisant domicile en l'étude de leurs conseil Claïs RAKOTOMANAMIHAJA, avocat, contre l'arrêt n° 1259 du 10 décembre 2012 de la Chambre Civile de la Cour d'Appel d'Antananarivo, rendu dans le litige les opposant à R.H et consorts ;

Vu le mémoire en demande ;

Sur le moyen unique de cassation tiré de la Loi Organique 2004-036 du 1<sup>er</sup> octobre 2004 en son article 26, relative à la Cour Suprême et les trois Cours la composant, pris de la violation des articles 97 et suivants de la Loi 68-012 du 04 juillet 1968 sur les succession, testaments et donations, pour fausse application et fausse interprétation de la loi en ce que la Cour d'Appel a débouté les requérants de leur demande d'homologation et de mutation aux motifs qu'il n'y a pas eu la présence de deux témoins alors que en sus de l'officier public, dix personnes intéressées étaient présentés sur le lieu public des bureaux de la commune ; que selon l'article 12 des dispositions liminaires du Code de Procédure Civile, le juge doit donner ou restituer leur exacte qualification aux faits ;

Attendu que des éléments acquis à la procédure, l'acte dit « TARATASY FIALANA » en date du 31 juillet 1996 dont homologation est demandée et valant acte de donation de la propriété dite « SOAMIAFARA AMBOHIMANDROSO » TF 970 S sise à Ambohimandroso au profit des consorts R.M, n'a pas effectivement été établi en présence de deux témoins au moins, ainsi que l'exigent les dispositions de l'article 97 de la Loi 68-012 du 4 juillet 1968 ;

Attendu que lesdites dispositions étant d'ordre public et l'acte en cause n'étant pas régulier, la Cour d'Appel a sainement appliqué la loi ;

Attendu qu'il s'ensuit que le moyen n'est pas fondé ;

### **PAR CES MOTIFS**

**REJETTE** le pourvoi ;

Condamne les demandeurs à l'amende et aux dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Cour, Chambre les jour, mois et an que dessus.

Où étaient présents :

Messieurs et Mesdames

-RAKETAMANGA Odette, Président de Chambre, Président ;

-RABETOKOTANY Marcelline, Conseiller - Rapporteur ;

- RANDRIAMANANTENA Mauricette, Conseiller, RALANTOMAHEFA, Conseiller, RASAMIZAFY Naly Yvonne, Conseiller, tous membres ;

-RAMANGASON Jean Marie, Avocat Général ;

-RAJAONARISON Herimalala Patricia ;

La minute du présent arrêt a été signée par le Président, le Rapporteur et le Greffier.